

NATIONS UNIES

UN LIBRARY

NOV 1 1979



ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/34/390
S/13477

31 juillet 1979
FRANCAIS

ORIGINAL : CHINOIS/
ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-quatrième session

Point 11 de l'ordre du jour provisoire^x

RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-quatrième année

Lettre datée du 30 juillet 1979, adressée au Secrétaire général par le
Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le texte d'un discours prononcé par Han Nianlong, chef de la délégation chinoise et vice-ministre des affaires étrangères, à la 9^{ème} séance plénière des négociations sino-vietnamiennes, le 30 juillet 1979.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce discours comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 11 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent par intérim de la
République populaire de Chine auprès de
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) LAI Yali

A/34/150.

ANNEXE

Intervention faite par Han Nianlong, chef de la délégation chinoise
et vice-ministre des affaires étrangères à la 9ème séance plénière
des négociations sino-vietnamiennes, le 30 juillet 1979

Nous en sommes déjà à la 9ème séance plénière des négociations sino-vietnamiennes. La partie chinoise a avancé, à la 2ème séance plénière, une proposition de principe en huit points pour régler les relations entre les deux Etats (A/34/213-S/13278, annexe) et indiqué à maintes reprises que les deux parties doivent discuter avant tout des cinq principes de la coexistence pacifique et du principe de l'opposition à l'hégémonisme en vue de rétablir des relations normales entre la Chine et le Viet Nam et de restaurer l'amitié traditionnelle entre leurs peuples. Or, à ce jour, nos propositions n'ont pas trouvé d'écho auprès de la partie vietnamienne. D'une part, vous avez arbitrairement refusé de discuter du principe de la non-recherche de l'hégémonie et des cinq principes de la coexistence pacifique et, de l'autre, vous avez échafaudé sans vergogne des mensonges pour diffamer la Chine en l'accusant de visées expansionnistes et hégémonistes vis-à-vis de l'Indochine, voire de tout le Sud-Est asiatique, et ce dans le vain dessein de confondre le vrai et le faux, de semer la discorde et de camoufler vos intentions véritables qui sont de dévorer l'Indochine, de créer le chaos dans le Sud-Est asiatique et de servir la politique soviétique d'expansion vers le Sud. Voilà la raison pour laquelle nos pourparlers n'ont pu enregistrer de progrès jusqu'ici.

Les cinq principes de la coexistence pacifique, à savoir : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence dans les affaires intérieures des uns et des autres, égalité et avantages réciproques, et coexistence pacifique, sont devenus des normes universellement reconnues qui régissent les relations internationales. A l'heure actuelle, le principe de l'opposition à l'hégémonisme est un principe important qui guide l'effort pour le maintien de la paix mondiale, contre la guerre d'agression, principe auquel ont adhéré un nombre toujours plus grand de pays. Les cinq principes de la coexistence pacifique et le principe de l'opposition à l'hégémonisme sont étroitement liés entre eux; ils ont un sens précis et un contenu concret. Il ne suffit pas de proclamer ces principes. Encore faut-il les traduire en actes.

Au cours des 30 années écoulées depuis sa fondation, la République populaire de Chine a toujours poursuivi une politique extérieure de paix et travaille sans défaillance à la sauvegarde de la paix mondiale, au développement de relations amicales et de la coopération entre les peuples et au progrès de l'humanité.

Champion de l'internationalisme prolétarien, la Chine a soutenu tous les peuples et toutes les nations opprimées dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme, pour la libération et le progrès social. Elle a oeuvré invariablement à resserrer son union avec la classe ouvrière et les forces progressistes du monde entier, avec les pays socialistes et les pays du tiers monde, et elle s'est unie à toutes les forces dans le monde susceptibles de s'engager dans une lutte

solidaire, pour combattre la politique d'agression et de guerre de l'hégémonisme. La Chine a proclamé à la face du monde qu'elle était disposée à établir et à développer des relations avec tous les pays sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique et qu'elle ne prétendrait jamais à l'hégémonie ni n'agirait jamais en superpuissance. La politique extérieure de la Chine a survécu avec succès à l'épreuve du temps, s'acquérant l'estime et l'admiration générale. La Chine est restée immuablement fidèle aux cinq principes de la coexistence pacifique et à celui de la non-recherche de l'hégémonie. C'est là un fait objectif qu'aucune diffamation, aucun mensonge ne peut altérer.

Nous notons que dans sa proposition en trois points (A/34/201-S/13257), la partie vietnamienne a eu le front de mentionner aussi les principes de la "coexistence pacifique", à savoir le "respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression, le non-recours à la force ou à la menace de la force et la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie". Or, vous n'avez jamais voulu discuter ces principes au cours des négociations et encore moins les appliquer. Car si vous avez avancé ces principes, ce n'est pas réellement pour les traduire en actes, mais uniquement pour induire en erreur l'opinion publique. Juger les paroles par les actes pour distinguer le vrai du faux, cela relève du bon sens. C'est de cette manière que vous jugent les peuples du monde et l'écrasante majorité des pays. De nombreux faits montrent que vos agissements sont diamétralement opposés aux principes de la coexistence pacifique que vous avez prônés. Vous avez infiltré le parti, l'administration et l'armée laotienne de milliers et de milliers de "conseillers" vietnamiens et cantonné des dizaines de milliers de soldats dans le nord, le centre et le sud du Laos, mettant ainsi ce pays sous votre contrôle intégral. Vous avez dépêché des troupes fortes de près de 200 000 hommes envahir et occuper le Kampuchea, et mis en place des fantoches. Vous avez réprimé et massacré cruellement les Kampuchéens qui refusent l'esclavage et plongé des millions de Kampuchéens dans un abîme de souffrances. Est-ce cela le "respect de l'indépendance et de la souveraineté" des autres pays? En revenant sur vos prises de position et vos déclarations du passé, vous avez occupé les îles chinoises de Nansha, grignoté et envahi la région frontalière chinoise. Vous vous êtes emparé par la force de l'île kampuchéenne de Way et approprié une portion du territoire du Kampuchea, communément appelée le "sanctuaire" que vous aviez empruntée au Kampuchea pendant la guerre contre l'agression américaine. Vous avez, au nom de l'amitié, envahi et annexé une vaste étendue de territoire du Laos. Peut-on y voir le moindre respect de la "souveraineté et de l'intégrité territoriale"? Vous avez intensifié sans cesse vos provocations armées à la frontière chinoise et provoqué des conflits frontaliers, massé d'importantes forces armées à la frontière kampuchéano-thaïlandaise, soumis à la menace la Thaïlande et à l'intimidation les autres pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), déclenché une guerre d'agression ouverte contre le Kampuchea, occupé militairement ce pays et implanté massivement des Vietnamiens en vue de perpétuer l'occupation. N'est-ce pas là une menace, un recours à la force et une agression? De quelle paix, de quelle "coexistence" peut-il être question? En poursuivant une politique raciste, vous persécutez avec cruauté et exportez de force un grand nombre de réfugiés et provoquez délibérément des troubles dans les pays voisins. Qu'on nous permette une question : Auquel des principes de la "coexistence pacifique" cela se réfère-t-il? En un mot, ce que les autorités vietnamiennes ont fait n'a rien à voir avec la "coexistence pacifique", mais ressortit purement et simplement à l'agression à l'expansion et à l'hégémonisme régional.

Il faut encore souligner que la partie vietnamienne, en vue de dissimuler sa politique d'hégémonisme régional, a fait appel à sa machine de propagande pour répandre jusqu'à la table des négociations les mensonges et les faussetés devant lesquels elle n'a pas reculé. C'est un fait que les autorités vietnamiennes ont placé sous leur autorité le Laos, Etat souverain, et asservi le Kampuchea. Or, vous qualifiez impudemment cela de "relations privilégiées". C'est un fait que vous avez déclenché une guerre d'agression. Or, vous prétendez "défendre les conquêtes du socialisme". C'est un fait que vous vous êtes emparé du Kampuchea par la force et avez implanté des Vietnamiens pour perpétuer votre occupation de ce pays. Or, vous affirmez vous acquitter là d'une "obligation internationale pure". La partie vietnamienne a même allégué que "le stationnement des forces armées vietnamiennes au Kampuchea et au Laos est tout à fait conforme à la Charte des Nations Unies et aux principes du Mouvement des non alignés". Je voudrais alors vous poser une question : A quel Article de la Charte des Nations Unies et a quel principe du Mouvement des non alignés vos actes sont-ils conformes? C'est purement et simplement une déformation impudente de la Charte des Nations Unies, une insulte des plus perfides au Mouvement des non alignés. A dire vrai, cette logique de gangsters n'est pas une nouvelle invention à votre actif. C'est auprès du grand hégémonisme que vous l'avez apprise. Il s'agit là de la version vietnamienne des tristement célèbres théories de la "souveraineté limitée" et de la "dictature internationale". La partie vietnamienne cherche à opposer ces arguties aux principes de la coexistence pacifique et à celui de la non-recherche de l'hégémonie, ce sera peine perdue. Vous vous évertuez à vous servir de toutes ces absurdités comme d'un bouclier pour éviter d'être condamnés par l'opinion internationale. Pure illusion. Déjà en 1954, le président Hô Chi Minh avait souligné clairement que les cinq principes de la coexistence pacifique s'appliquaient parfaitement au raffermissement et au développement des relations amicales entre le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea. Mais par vos actes, vous avez totalement trahi les enseignements du président Hô Chi Minh. J'aimerais signaler en toute franchise que si les autorités vietnamiennes persistent dans ces agissements, elles ne peuvent que causer des désastres encore plus graves aux peuples vietnamien, lao et kampuchéan, hâter la faillite totale de leur politique erronée et se voir rejetées encore plus fermement par la communauté internationale.

Au cours des négociations, la partie vietnamienne a en outre prétendu mensongèrement qu'"au cours de ces 30 dernières années", la Chine "a toujours conspiré pour maintenir le Viet Nam dans un état de division, de faiblesse et de dépendance vis-à-vis de la Chine", cherché à "annexer" le Viet Nam, etc. Nous n'avons jamais pensé que vous tiendriez de tels propos. Il est connu de tous que pour appuyer le peuple vietnamien dans sa lutte pour l'indépendance, la libération et la réunification du pays, le Gouvernement et le peuple chinois ont consenti des sacrifices et apporté leur contribution. Quiconque a tant soi peu de bonne foi ne saurait nier ce fait. La partie chinoise ne s'est jamais appesantie sur l'aide et le soutien qu'elle a apportés au peuple vietnamien. Or, la partie vietnamienne a ignominieusement déformé l'histoire des rapports sino-vietnamiens. Il nous suffit de citer ici, brièvement, quelques exemples importants pour prouver à quel point les déformations faites par vous sont extravagantes.

La Chine et le Viet Nam sont deux pays qui ont des montagnes et des rivières communes, et leurs révolutions ont un profond lien historique. Pendant plus de deux décennies, la Chine et le Viet Nam ont entretenu des relations de bon voisinage fondées sur l'amitié et la coopération, des relations de solidarité tels des compagnons d'armes opérant l'un sur le front et l'autre à l'arrière. Le Gouvernement et le peuple chinois ont rempli leur devoir internationaliste. N'ayant jamais fait tort au peuple vietnamien, nous avons la conscience tranquille.

Au moment où le peuple vietnamien s'est trouvé dans une situation difficile, qui s'est dressé le premier pour le soutenir fermement et l'aider de toutes ses forces dans son juste combat? Qui a reconnu le premier la République démocratique du Viet Nam? Qui, en 1950, a aidé le peuple vietnamien à gagner la "bataille à la frontière"? Qui a aidé le peuple vietnamien à remporter la victoire de Dien Bien Phu? Après le rétablissement de la paix au Viet Nam en 1954, la Chine a accordé une assistance énorme à l'édification socialiste dans le Nord-Viet Nam, ce dont vos dirigeants nous ont remerciés à bien des reprises. Etaient-ce uniquement des propos hypocrites et mensongers? Le Gouvernement et le peuple chinois n'ont épargné aucun effort pour soutenir et aider la lutte de libération du Sud-Viet Nam et la juste lutte du peuple vietnamien en vue de la réunification de sa patrie. Nous avons fourni aux forces armées de libération du Sud-Viet Nam une grande quantité d'armes, de munitions, de devises ainsi que de matériels logistiques, et apporté un appui puissant au Front national de libération du Sud-Viet Nam et au Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Viet Nam dans leurs activités diplomatiques sur le plan international. Au moment où le nord et le sud du Viet Nam se trouvaient encore séparés, nous avons fourni aux dirigeants vietnamiens une aide multiforme pour leur permettre de se déplacer d'une partie du Viet Nam à l'autre. Après l'incident du golfe Beibu en 1964, les Etats-Unis lancèrent une invasion de grande envergure contre la partie sud et bombardèrent à l'aveuglette la partie nord du Viet Nam. Face à cette situation, nous vous avons à nouveau prêté une assistance totale pour vous aider à défendre l'espace aérien du Nord-Viet Nam. Au prix de sang et de vies humaines, le peuple chinois a maintenu ouvertes les voies de communications au Nord-Viet Nam. Lors du minage des ports par les Etats-Unis, les marins chinois, au risque de leur vie, ont transporté des vivres et du matériel au peuple vietnamien. Pour aider celui-ci à conduire aussitôt que possible sa lutte anti-impérialiste à la victoire, les dirigeants chinois, ayant à coeur vos besoins, ont déployé d'immenses efforts pour les satisfaire, et cela vous ne le savez que fort bien. En vue de soutenir la lutte du Viet Nam contre l'agression américaine, le Gouvernement et le peuple chinois ont consenti les plus grands sacrifices et enduré d'énormes privations. Des milliers de chinois ont sacrifié leur vie sur le sol vietnamien. Nous vous avons fourni des armes et des munitions et accordé une aide économique, de l'équipement et des devises, qui s'élèvent à des dizaines de milliards de yuans (renminbi), et ce, afin de vous soutenir dans votre lutte pour vaincre l'ennemi et de vous aider à panser les blessures de la guerre, à reconstruire l'économie nationale et à entretenir un potentiel militaire approprié. Tout cela visait-il à "annexer le Viet Nam"? Les dirigeants vietnamiens disaient: "Dès le début, la Chine a accordé à la lutte révolutionnaire au Viet Nam son appui, sans lequel la révolution vietnamienne n'aurait pu se développer", et "il aurait été impossible de mener la lutte contre l'agression américaine" n'était son "aide considérable et précieuse", la Chine "a apporté une contribution de poids au renforcement de

l'économie, du potentiel de la défense nationale et de la puissance de combat du Nord comme du Sud-Viet Nam". Des propos similaires sont trop nombreux pour être cités tous. Cependant, la partie vietnamienne n'a pas hésité aujourd'hui à altérer les faits historiques, et emplit de haine viscérale contre la Chine, elle a même qualifié avec perfidie les relations sino-vietnamiennes de "camaderie" et de "fraternité", qui remontent à plus de 20 ans, de complot ayant pour objet d'"annexer le Viet Nam". En agissant ainsi, vous tentez d'attiser chez le peuple vietnamien des sentiments de haine et d'hostilité contre la Chine. En dernière analyse, cela s'explique par le fait que la Chine n'admet pas que vous pratiquiez l'hégémonisme régional, accapariez des territoires chinois, contrôliez le Laos, envahissiez le Kampuchea et fassiez la loi dans le Sud-Est asiatique. Nous ne voyons pas d'autres raisons à cela.

A/34/390
S/13477
Français
Annexe
Page 6

Au cours des pourparlers, la partie vietnamienne a tout fait pour diffamer la partie chinoise et dénaturer les faits qui sont à l'origine de la dégradation des relations sino-vietnamiennes et a refusé toute discussion de fond susceptible de régler les problèmes s'interposant dans les relations entre les deux pays. La partie vietnamienne apporte-t-elle la moindre sincérité dans les négociations? On en doute très sérieusement.

De plus, il faut indiquer que l'exportation de réfugiés par le Viet Nam a fait l'objet d'une condamnation générale de la part des pays participant à la Conférence internationale de Genève. Dans ces circonstances, les autorités vietnamiennes ont dû faire mine d'être disposées à examiner la situation et à faire preuve, dans l'immédiat du moins, de modération. En fait, elles continuent de ruser et refusent de mettre fin à l'exportation de réfugiés. La communauté internationale continue d'être extrêmement préoccupée par la politique inhumaine d'exportation des réfugiés pratiquée par les autorités vietnamiennes, et reste généralement sceptique devant leurs promesses équivoques. Les autorités vietnamiennes doivent résoudre sans tarder et radicalement le problème des réfugiés et cesser immédiatement d'exporter des réfugiés en Chine et dans d'autres pays.

La partie chinoise tient à réaffirmer que pour que les négociations sino-vietnamiennes progressent et que nos relations s'améliorent et redeviennent normales, il n'est d'autre alternative que d'aller au fond du problème. Nous sommes prêts en tout premier lieu à discuter avec vous des cinq principes de la coexistence pacifique et du problème de la non-recherche de l'hégémonie, afin de jeter une base solide en vue d'un règlement fondamental des litiges entre les deux pays.
